Le Figaro

Chung Min Lee : «La pandémie marque la fin de l'hégémonie de l'Occident»

ENTRETIEN - Senior Fellow au Carnegie Endowment for International Peace, le docteur ès géopolitique sudcoréen dresse les défis de l'ère post-Covid, et prédit une rivalité grandissante entre les États-Unis et la Chine.

Par Sébastien Falletti

Publié le 01/01/2021 à 07:00, Mis à jour le 04/01/2021 à 11:44 Des habitants de Pékin, le 27 décembre 2020. TINGSHU WANG / REUTERS

Propos recueillis à Séoul,

LE FIGARO.- Quelle leçon géopolitique tirez-vous de la pandémie, vue d'Asie?

CHUNG MIN LEE.- Nous démarrons une nouvelle ère de l'histoire mondiale. Trump n'est qu'un signe parmi d'autres de la fin de l'hégémonie occidentale. Les États-Unis étaient censés être les mieux préparés au monde pour faire face à une pandémie. Les pays européens comme l'Allemagne et la France pensaient avoir le meilleur système de santé de la planète. Mais la crise sanitaire a dévoilé qu'ils n'étaient pas si avancés que ça. Le Covid a déclenché une question que personne n'osait poser auparavant : qu'est-il arrivé à l'Occident ? Même après le retrait des États-Unis du Vietnam, ou la défaite de Dien Bien Phu personne n'avait remis en cause l'avance technologique des sociétés occidentales. Désormais, l'Occident n'est plus le modèle incontesté aux yeux du reste du monde. Il s'agit du changement le plus important dans l'histoire mondiale depuis 500 ans.

La Chine est-elle en train de dépasser l'Occident ?

Pour dominer, vous devez détenir la puissance brute («hardpower») mais aussi le leadership culturel. L'Occident a pu dominer pendant des siècles malgré une population et une économie moindre que la Chine grâce à l'esprit critique, la recherche constante de l'innovation. Cette supériorité scientifique est aujourd'hui sérieusement mise en question. Quand Apollo s'est posé sur la lune, tout le monde a reconnu que les États-Unis étaient devant. Aujourd'hui, l'Inde envoie des satellites qui coûtent moins cher que certains films à Hollywood. L'Amérique possède toujours un réservoir impressionnant des meilleures universités, mais si vous regardez les brevets, les nouvelles technologies, la Chine devient un acteur très sérieux. Pas tant en matière de pure créativité, que de puissance brute, à l'image d'un super ordinateur. Aujourd'hui, on ne voit pas les Elon Musk chinois cachés dans la masse, mais ils vont émerger dans les vingt prochaines années.

Le modèle politique occidental est-il également à bout de souffle ?

Nous pensions que l'économie de marché alliée à la démocratie et à une société ouverte étaient la voie à suivre. Maintenant, la Chine conteste ce modèle. Elle démontre qu'un système autoritaire peut accoucher de la croissance, de l'innovation et d'une forme de satisfaction pour sa population. La question pour l'avenir est désormais de savoir lequel des deux modèles l'emportera.

L'Occident a-t-il perdu la partie?

Non, je continue de penser que la liberté l'emportera. L'Occident, ce ne sont pas les Champs Élysées. C'est une idée héritée des Lumières qui a libéré le monde de la tradition. L'impact a été d'une puissance inouïe sur tous les continents, faisant tomber des monarchies ancestrales, libérant les individus. L'Occident a toujours un atout puissant face à l'Asie : la liberté de penser, et de s'associer. S'il y reste fidèle, il jouera encore un rôle majeur dans les prochaines décennies. L'idée est que l'homme peut trouver des solutions à ses problèmes, vivre en harmonie avec la nature. Regardez l'enjeu crucial du changement climatique : croyez-vous que la solution viendra de la Chine ou de l'Inde ? C'est là-dessus que l'Occident peut se réinventer.

Quels sont les principaux enjeux de l'avenir ?

Les trois grands défis à relever sont le climat, l'intelligence artificielle, et la super concentration des entreprises. Ces problèmes ont été créés en Occident, et c'est de là que viendront les solutions.

L'élection de Joe Biden peut-elle changer la donne ?

L'Amérique ne peut plus être le gendarme du monde. Le Trumpisme va perdurer, avec une tentation au repli occidental. Biden ne sera pas en mesure de changer cette tendance de fond, mais fera des ajustements à la marge. La Chine a également d'énormes problèmes intérieurs, et sa diplomatie des « loups guerriers » est contre-productive. Néanmoins, je pense qu'il faudra plus d'une décennie pour réparer les dégâts causés par Trump en Asie.

Un conflit entre l'Amérique et la Chine est-il inévitable ?

L'Asie va devenir le champ de bataille de la rivalité sino-américaine et les choses vont s'aggraver. Une forme de conflit est inévitable à terme, car la Chine n'acceptera jamais le statu quo, sur Taïwan, ou la mer de Chine du sud. Et pour la première fois depuis 150 ans, elle a les moyens de changer ce statu quo. Biden doit établir un tissu d'alliances solides pour les trois prochaines décennies, et fournir à ses alliés des armes de pointe capables de dissuader la Chine. Les beaux discours à la Obama ne suffiront pas pour rassurer les pays Asiatiques.

Ouest-France

Covid-19. En Angleterre, le cauchemar redémarre pour les élèves

Les écoles resteront fermées au moins jusqu'à mi-février en Angleterre. Au grand dam des parents et des enseignants, qui dénoncent le manque d'anticipation. Rien n'a été prévu pour équiper les enfants plus démunis.

Les élèves anglais (ici, à Bristol, en septembre 2019) ne pourront pas retourner en cours avant mi-février, au mieux.

Ouest-France Chloé GOUDENHOOFT, correspondante à Londres. Publié le 12/01/2021 à 21h00 Parents et syndicats d'enseignants ne décolèrent pas en Angleterre. Pour lutter contre <u>la reprise de l'épidémie de coronavirus dopée par un nouveau variant</u>, le <u>gouvernement de Boris Johnson</u> a décrété un reconfinement, le 5 janvier. Les écoles primaires, collèges et lycées resteront fermés au moins jusqu'à mi-février. Une décision prise en urgence, dans la plus grande confusion. Faisant fi des enseignants qui l'imploraient, depuis fin décembre, de reporter la rentrée, Boris Johnson avait exigé le retour en classe des primaires le 4 janvier. Ils ont donc dû rebrousser chemin dès le lendemain...

Ce troisième confinement s'avère d'autant plus laborieux que nombre d'élèves n'ont toujours pas le matériel nécessaire pour suivre les cours en ligne. « **Le problème aurait dû être réglé depuis longtemps** », s'agace Jerry Glazier, enseignant de l'Essex et porte-parole du syndicat enseignant national (NEU).

Des inégalités accentuées

L'annulation du baccalauréat (*A Level*) et du brevet des collèges (GSCE) a également été annoncée le 4 janvier. « **Autre exemple du manque de réactivité du gouvernement,** insiste Jerry Glazier. **Tout le monde l'a vu venir. Il aurait fallu discuter avec les écoles et les syndicats pour chercher la meilleure façon d'évaluer les élèves.** »

À cette cacophonie s'ajoutent les inégalités propres à l'éducation britannique, divisée entre écoles privées et publiques, celles-ci souffrant aussi de grandes disparités. « Mon fils de 16 ans est dans une école publique, mais haut de gamme, avec un directeur qui a eu un vrai plan face au coronavirus, détaille Sophie, une Française de Londres. Mes filles de 11 et 14 ans, au lycée français, ont des cours en visioconférence toute la journée. En revanche, mon fils de 8 ans, dans son école publique, n'a aucun contact avec sa maîtresse. Je dois télécharger un PowerPoint et passer deux heures dessus avec lui. »

Faire classe à ses enfants tout en télétravaillant... Au Royaume-Uni comme ailleurs, cela demeure mission impossible pour de nombreux parents. D'autant que beaucoup craignent, aussi, désormais, une fermeture des crèches et haltes-garderies. C'est le cas de Michael, conseiller en investissement, soulagé de pouvoir continuer

de travailler chez lui, après avoir déposé sa fille à la crèche. « **Mais ce nouveau variant du Covid m'inquiète,** admet-il. **Plein de proches l'ont eu.** »

Seule solution pour le syndicaliste Jerry Glazier : vacciner au plus vite les professeurs et le personnel, pour espérer un déconfinement mi-février. Car la pandémie, qui a déjà causé plus de 82 000 décès au Royaume-Uni, continue de galoper. Les morgues des hôpitaux affichent complet. Des structures temporaires, construites en avril dans le Kent, ont accueilli leurs premiers défunts, début janvier. Londres envisage d'installer à son tour une morgue de « secours ».

Covid : un test covid négatif exigé pour tous les voyageurs arrivant d'un pays hors de l'UE Par **Le Figaro** avec AFP

Publié hier à 18:19, Mis à jour hier à 19:27

Le Premier ministre, Jean Castex, s'exprimait ce jeudi sur la situation sanitaire en France. POOL / REUTERS

La France va *«durcir fortement»* à partir de lundi les conditions d'entrée en France, notamment en exigeant un test négatif au Covid-19 pour tous les voyageurs en provenance d'un pays extérieur à l'Union européenne (UE), a annoncé ce jeudi Jean Castex.

«Nous allons durcir fortement les conditions d'entrée sur le territoire national et renforcer les contrôles aux frontières» pour «éviter» que la souche variante du virus «ne progresse rapidement» sur le territoire, a déclaré le Premier ministre au cours d'une conférence de presse. À compter de lundi, tous les voyageurs souhaitant venir en France en provenance d'un pays hors-UE «devront présenter un test négatif pour embarquer dans un avion ou un bateau», a-t-il précisé. Ces personnes devront en outre «s'engager sur l'honneur à s'isoler pendant 7 jours une fois arrivées en France, puis à refaire un deuxième test PCR à l'issue», a-t-il dit. Le test négatif au départ est déjà réclamé pour les voyageurs venant du Royaume-Uni, où circule le variant britannique, particulièrement contagieux.

Pour les personnes ne pouvant réaliser un test dans leur pays de départ, elles auront la possibilité de se faire tester à leur arrivée en France et seront contraintes *«de s'isoler 7 jours dans un hôtel désigné par l'État»*.

Une concertation prévue pour aborder la question des voyageurs venus de l'UE

Sans préciser si ce dispositif s'appliquera également aux voyageurs venus de l'Union européenne, Jean Castex a indiqué que pour les déplacements en provenance d'un pays de l'UE, «et notamment des pays comme l'Irlande ou le Danemark confrontés à une situation épidémique difficile», «les ministres travailleront à l'élaboration d'un cadre de coordination en vue du prochain Conseil européen du 21 janvier». «Ce cadre devra évidemment prévoir des exceptions concernant les frontaliers, les transporteurs routiers ou encore les agents des compagnies de transport» avec des «protocoles sanitaires spécifiques», selon le chef du gouvernement.

Le Figaro

La Suisse durcit ses mesures pour lutter contre la pandémie Par Le Figaro avec AFP

Publié le 13/01/2021 à 15:18, Mis à jour le 13/01/2021 à 17:40

Le télétravail deviendra obligatoire à partir du lundi 18 janvier en Suisse. ARND WIEGMANN / REUTERS

La Suisse a annoncé mercredi une nouvelle série de mesures pour maîtriser l'épidémie de Covid-19, les autorités craignant notamment une recrudescence rapide en raison de la présence de variants du coronavirus plus contagieux.

À partir de lundi 18 janvier, le télétravail deviendra obligatoire, les magasins ne vendant pas des biens de consommation courante devront fermer et les manifestations privées et les rassemblements seront soumis à de nouvelles restrictions, a annoncé le gouvernement fédéral dans un communiqué. Les restaurants, établissements culturels, installations de sport et de loisirs, qui sont fermés déjà depuis le 22 décembre, le resteront jusqu'à fin février. Ce sont 5 semaines de plus que ce qui était initialement prévu.

Ces décisions sont justifiées aux yeux du Conseil fédéral, parce que «la situation épidémiologique demeure extrêmement tendue: le nombre d'infections, d'hospitalisations et de décès ainsi que la charge pesant sur le personnel de santé restent très élevés». Qui plus est, les nouveaux variants hautement contagieux «augmentent le risque d'une nouvelle recrudescence des cas, laquelle serait difficilement contrôlable», souligne le communiqué. Dans plusieurs pays où les nouveaux variants se sont largement propagés, le nombre de cas a fortement augmenté ces dernières semaines, notent les autorités suisses. «Le Conseil fédéral ne dispose d'aucun élément permettant d'affirmer que la situation évoluera différemment en Suisse. Selon les premières estimations, les nouvelles variantes sont 50 à 70% plus contagieuses», souligne le communiqué.

Si la Suisse a été relativement épargnée par la première vague de la pandémie au printemps, elle a pris de plein fouet la deuxième à l'automne faute de mesures adéquates pendant l'été et a du mal à en prendre le contrôle. Le taux de positivité reste très élevé, à quelque 16,4%, et la pandémie fait en moyenne une centaine de morts par jour depuis des semaines. Au total, l'épidémie a coûté la vie à un peu moins de 8000 personnes, dans un pays qui compte 8,6 millions d'habitants.

Courrier International – Le Soir

Le chiffre du jour.

La Belgique enregistre le plus faible nombre de demandes d'asile depuis 2008

Publié le 15/01/2021 - 12:16

La Belgique enregistre le plus faible nombre de demandes d'asile depuis 2008. **Courrier international**

La pandémie de Covid-19 a aussi bouleversé les déplacements des demandeurs d'asile, beaucoup moins nombreux cette année à gagner la Belgique et à y requérir une protection qu'en 2019.

C'est une conséquence évidente de la <u>crise sanitaire</u> et des restrictions de déplacement qu'elle a engendrées : les demandes de protection internationale, qui n'avaient cessé d'augmenter ces dernières années, se sont brusquement effondrées, tombant, en Belgique, de 27 742 en 2019 à 16 190 en 2020, <u>rapporte Le Soir</u>, sur la base <u>des chiffres communiqués par le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA),</u> lequel souligne :

Il faut remonter à l'année 2008 pour avoir un nombre de demandes aussi peu élevé."

Les pays d'origine les plus représentés parmi les requérants demeurent l'Afghanistan, l'Irak et la Syrie. D'après le bilan, les arrivées via la Turquie ont fortement ralenti, mais l'effondrement le plus net est celui des migrations en provenance d'Amérique latine, avec la suspension du trafic aérien au printemps. "Les ressortissants du Salvador, troisième groupe national au premier trimestre 2020 avec 487 demandes, ont brusquement disparu des relevés statistiques à partir du mois d'avril", note Le Soir. Quant aux migrations via la Méditerranée, elles ont augmenté, mais se sont déplacées : la route vers l'Italie se fait plutôt au départ de la Tunisie que de la Libye. Quant à l'immigration vers l'Espagne, elle s'est orientée vers les îles Canaries, situées très près des côtes marocaines.

Ce ralentissement des demandes d'asile permet en tout cas aux services d'immigration belges, débordés ces dernières années, de rattraper leur retard dans le traitement des demandes. Comme l'explique *Le Soir, "la durée de procédure reste anormalement longue, entre huit et dix mois en moyenne, selon le commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, avec certains demandeurs attendant un à deux ans (au lieu de trois mois)".*